



# Non à la privatisation de Gaz de France ! Nos vies valent plus que leurs profits !

Jeudi dernier a commencé le débat, à l'Assemblée nationale, sur la fusion de Gaz de France, entreprise encore majoritairement publique, avec Suez, entreprise privée. L'enjeu du débat est la privatisation totale de Gaz de France. La gauche a déposé 137000 amendements. Cette bataille de procédure n'est pas à la hauteur des enjeux. Se battre contre la privatisation de Gaz de France, c'est se battre contre la politique libérale soumise aux intérêts du patronat et des gros actionnaires. C'est cette politique que tous les gouvernements de droite et de gauche ont mise en oeuvre depuis 25 ans, qu'il faut mettre en échec.

## LA POLITIQUE DU PASSAGE EN FORCE

Devant le mécontentement et l'inquiétude que soulevait son projet, Villepin avait dû reculer au printemps dernier. Sa propre majorité refusait de se laisser convaincre et de le voter. En cette rentrée, Villepin repasse à l'attaque en espérant, ou forcer la main à ses propres députés, malgré les multiples critiques, ou, prendre prétexte de la bataille d'obstruction de la gauche parlementaire pour se passer du vote de l'Assemblée, en appliquant une procédure expéditive, le 49-3.

Il refuse de prendre acte du vote organisé par la CGT auprès du personnel de Gaz de France qui est un désaveu massif (90%) de son projet. Il refuse d'entendre les manifestants qui protestaient mardi, dans la rue. Trop content d'avoir sauvé sa place après le succès du mouvement contre le CPE, il voudrait, une nouvelle fois, affirmer son autorité. Il ne fait qu'accroître le mécontentement.

## LA CONCURRENCE = REcul SOCIAL

Pour justifier leur projet, gouvernement et patronat nous expliquent que la concurrence, c'est tout gain pour le consommateur. La concurrence ferait baisser les prix. Faux, mensonge. C'est l'inverse qui se passe. Depuis que le processus de privatisation est engagé, les

prix n'ont cessé d'augmenter. En 2005, plus de 20% ! Les bénéfices ont augmenté de 6% et les dividendes versés aux actionnaires de 60% !

La hausse des prix va continuer pour permettre de convaincre les actionnaires que la fusion est une bonne opération financière.

Les intérêts des usagers comme ceux des travailleurs sont sacrifiés à ceux des détenteurs de capitaux.

Et quand on nous dit qu'il faudrait préserver l'indépendance énergétique du pays, on se paye notre tête. La meilleure façon de préserver cette indépendance n'était-elle pas de maintenir un groupe public, GDF-EDF, d'en faire un véritable pôle énergétique indépendant, justement, des intérêts privés ? La réponse s'impose !

## DEFENDRE NOS DROITS

La privatisation de Gaz de France n'a qu'un but : offrir les profits que dégage le groupe (1,75 milliards d'euros) aux actionnaires au détriment des salariés et des usagers. Elle résume et symbolise le fond de la politique gouvernementale, politique mise en oeuvre avec la bénédiction de Bruxelles et des gouvernements de l'Europe capitaliste. C'est bien à cette Europe que le 29 mai dernier, une majorité de la population a dit non en rejetant la politique libérale menée par la droite ou celle, social-libérale, que défend le Parti socialiste. C'est ensemble que droite et gauche, Chirac et Jospin, avaient décidé avec les autres gouvernements européens, à Lisbonne, d'ouvrir au marché et à la concurrence le secteur de l'énergie pour 2007.

En cette rentrée, le gouvernement et le patronat veulent reprendre l'offensive. Face à cela, il y a urgence à leur faire comprendre que nous ne les laisserons pas faire. Avec les salariés de GDF, les travailleurs combattent cette privatisation, comme ils défendent l'ensemble de leurs droits.

Le 11/09/06

---

### Je souhaite prendre contact avec la LCR

NOM ..... PRENOM .....

ADRESSE .....

Téléphone : ..... Email : .....